

SOMMAIRE

Remerciements	5
Préface	13
Introduction	15
Avertissements et glossaire	17
CHAPITRE 1 - POSTURE ET LÉGITIMITÉ DES ÉLUS DU PERSONNEL	21
1.1 - Le mandat d'ordre public des représentants du personnel.....	21
Représentation du personnel : un droit constitutionnel.....	22
Chef d'entreprise et « chef » du comité	24
Le délit d'entrave.....	26
1.2 - CSE et commission santé-sécurité-conditions de travail (CSSCT).....	29
La composition du CSE.....	29
Les caractéristiques de la CSSCT	32
Attributions confiées à la CSSCT et coordination avec le CSE.....	34
1.3 - Santé au travail : les missions des élus.....	36
Travail prescrit, travail réel et collectif de travail.....	36
Missions des élus : les bonnes postures.....	39
Missions du CSE en santé-sécurité : le Code du travail.....	41
1.4 - Représentants du personnel et syndicats	42
Élus du personnel et syndicats : les points de jonction	43
L'appartenance syndicale : un atout pour l'élu du personnel.....	45
La coopération entre élus du personnel et DS	47
1.5 - Fusion des instances et nouveaux enjeux pour les élus.....	48
Les régressions accompagnant la création du CSE	49

Comment faire face à la chute du nombre d'élus ?	51
1.6 - Fonction publique : les nouveaux comités sociaux.....	53
Création des comités sociaux et des formations spécialisées.....	53
Particularités de la prévention dans la Fonction publique	58
Fonction publique et expertises en santé au travail.....	62
CHAPITRE 2 - LA PRÉVENTION DES RISQUES ET SES ACTEURS	65
2.1 - La prévention : définition et enjeux.....	65
Qu'est-ce que la prévention des risques professionnels ?.....	66
Trois axes : accidents du travail, maladies professionnelles, pénibilité...	67
Préventions primaire, secondaire et tertiaire.....	71
Les 9 principes de prévention	75
2.2 - Évolution de la législation en santé-sécurité	77
Les grandes étapes et dates importantes.....	77
Les textes marquants.....	81
2.3 - L'employeur, acteur central de la prévention.....	83
Les acteurs de la prévention : schéma de synthèse.....	83
Les obligations légales de l'employeur	84
Responsabilités civile et pénale de l'employeur	86
La sous-déclaration des accidents du travail et ses enjeux.....	88
2.4 - Salariés et prévention	90
Les salariés acteurs et bénéficiaires de la prévention.....	90
Les freins des salariés face à la prévention	91
2.5 - Inspection du travail et médecine du travail	93
L'inspection du travail.....	94
Médecins du travail et services de prévention et de santé au travail (SPST)	96
2.6 - CARSAT, CRAMIF et organismes de prévention.....	100
Les CARSAT et la CRAMIF au sein de l'assurance maladie.....	100
INRS, Anact et OPPBTP	102
CHAPITRE 3 - THÈMES SENSIBLES ET SUJETS D'ACTUALITÉ	105
3.1 - Les risques psychosociaux (RPS)	105
Nature et caractéristiques des RPS	106
Harcèlements moral et sexuel.....	108

RPS : clés de compréhension.....	111
RPS et Fonction publique.....	114
3.2 - Télétravail : TMS et autres risques spécifiques	117
Les enjeux du télétravail.....	117
L'isolement du télétravailleur et ses conséquences.....	119
Télétravail et troubles musculosquelettiques (TMS)	120
Droit à la déconnexion et autres problématiques	121
3.3 - Les risques propres aux sous-traitants et précaires	124
Essor de la sous-traitance et de la précarité : causes et effets	124
Les nouvelles formes de sous-traitance et de précarité	128
Le devoir de vigilance des grandes entreprises	130
Entreprises extérieures et risques d'interférence.....	131
3.4 - La relation élus-salariés et ses fondements	134
Représentation du personnel : principe de permanence et de proximité.....	135
Liberté d'expression et recherche de témoignages	138
Conseils pour la communication écrite et orale.....	140
3.5 - Représentants de proximité et prévention	144
Représentants de proximité : une opportunité permanente	144
Missions des représentants de proximité.....	147
La coopération CSE-représentants de proximité.....	149
CHAPITRE 4 - FONCTIONNEMENT ET MOYENS DU CSE.....	151
4.1 - Panorama des moyens et budget de fonctionnement	151
Panorama des moyens des élus.....	152
Budget de fonctionnement du CSE : le cadre légal	153
L'utilisation du budget de fonctionnement.....	155
4.2 - Nombre d'élus du personnel et crédit d'heures	156
Une chute du nombre de représentants du personnel.....	157
Baisse du crédit d'heures global et concentration par titulaire	159
Crédit d'heures : « circonstances exceptionnelles » et autres règles.....	160
4.3 - Le règlement intérieur du CSE	163
L'utilité du règlement intérieur	163
Règlement intérieur et obligations financières des comités.....	165

4.4 - Les votes : un baromètre de la vitalité du comité	167
L'importance du vote des élus.....	167
Modalités et contenu du vote.....	169
4.5 - L'ordre du jour	170
L'ordre du jour : pourquoi et comment ?	171
Ordre du jour et convocation aux réunions	173
4.6 - Les réunions préparatoires et plénières	174
La réunion préparatoire : un impératif	174
Réunions plénières ordinaires et extraordinaires	176
Réunion plénière et animation du secrétaire.....	177
Cas particulier : les CSE de moins de 50 salariés.....	180
4.7 - Procès-verbal (PV) et compte rendu de réunion	181
Le procès-verbal (PV).....	181
L'encadrement du délai de rédaction du PV de janvier 2018	183
Le « compte rendu » des élus du CSE.....	184
4.8 - Santé-sécurité : la formation des élus du CSE	185
Le droit des élus à la formation en santé au travail	186
La formation des représentants du personnel : une nécessité	187
CHAPITRE 5 - INFORMATION ET CONSULTATION DU CSE	191
5.1 - Droit à information des élus et BDESE	191
Le droit à information des élus.....	192
L'obligation de discrétion des élus	193
La base de données économiques, sociales et environnementales (BDESE).....	194
5.2 - Le document unique d'évaluation des risques (DUER)	196
Le cadre juridique.....	197
Méthodologie et formalisation du DUER.....	199
DUER : consultation et actions du comité.....	201
5.3 - Rapport et programme annuels de prévention	203
La consultation sur le rapport et le programme annuels	204
Le contenu du rapport annuel.....	205
Le contenu du programme annuel de prévention.....	207
5.4 - Les règles de la procédure d'information-consultation	208
Les principes intangibles de la consultation	208

Délais de consultation et actions possibles du CSE.....	211
Les consultations ponctuelles du CSE.....	213
5.5 - Les trois consultations récurrentes du CSE.....	214
Les trois consultations récurrentes : présentation de synthèse	215
Le contenu des trois consultations récurrentes.....	216
Niveaux de consultation, expertises et avis unique.....	218
5.6 - Projets importants et autres consultations phares.....	219
La consultation du CSE sur les projets importants	220
La consultation pour licenciement économique collectif.....	222
La consultation pour inaptitude professionnelle.....	223
Autres consultations : système d'évaluation et règlement intérieur	225
CHAPITRE 6 - OUTILS, REPÈRES ET PRATIQUES DE TERRAIN	229
6.1 - Connaître et utiliser le Code du travail	229
Le Code du travail : pourquoi et comment ?	230
Le Code du travail dans la pratique.....	232
Fonction publique et Code du travail.....	235
6.2 - Questionnaires, entretiens et méthodologies d'analyse	236
Intérêt et conditions de réussite des questionnaires	237
L'entretien avec un salarié : conseils pratiques	239
Repères méthodologiques pour l'analyse du travail réel	240
6.3 - Recherche documentaire et indicateurs sociaux.....	243
Les sources documentaires	244
Importance du bilan social et des autres indicateurs sociaux.....	246
Taux de fréquence (TF) et de gravité (TG)	248
6.4 - Les inspections du CSE	249
Caractéristiques des inspections.....	249
Le déroulement de l'inspection	252
Les principes à respecter	254
6.5 - Les enquêtes après accident du travail (AT)	255
Importance et caractéristiques des enquêtes.....	256
Enquête : les bonnes pratiques.....	258
L'arbre des causes	259
6.6 - Les enquêtes pour risque grave	261
Les particularités de l'enquête pour risque grave.....	261

L'enquête pour risque grave en pratique.....	263
6.7 - Le danger grave et imminent (DGI)	265
Les deux procédures de DGI : alerte et retrait.....	265
Le droit d'alerte du CSE et son couplage avec le droit de retrait.....	268
Le droit d'alerte en santé publique et environnement	269
CHAPITRE 7 - LE RECOURS À L'EXPERT	271
7.1 - Les missions de l'expert en santé au travail	271
Le champ des expertises légales	272
Désignation de l'expert et contestation éventuelle	274
Délais pour les informations et la remise du rapport d'expertise.....	276
7.2 - Le choix de l'expert	277
Choix de l'expert : le cadre légal.....	278
Spécialisation et indépendance des experts.....	279
7.3 - Les expertises pour risque grave et projet important	282
Expertise pour risque grave	282
Expertises pour projet important et licenciements économiques.....	284
7.4 - Pas de délégation de pouvoirs à l'expert.....	286
La conduite de l'expertise par le CSE	287
Réunions préparatoire et plénière avec l'expert	289
Annexes	291
Annexe 1 : Informations pratiques et liens Internet	291
Annexe 2 : Modèles de lettres et de motions	293
Annexe 3 : Particularités des CSE de moins de 50 salariés	297
Annexe 4 : Gestion du temps et travail collectif (chapitres 1.4 et 1.5).....	298
Annexe 5 : Points d'approfondissement	301
Annexe 6 : Faut-il participer aux groupes de travail de l'employeur (chapitre 1.6) ?.....	307
Annexe 7 : Code du travail – Articles relatifs aux risques d'exposition courants et à l'environnement de travail	309
Annexe 8 : Code du travail – Articles relatifs au CSE	311
Annexe 9 : Contenu détaillé du bilan social (chapitre 6.3)	315
À propos de l'auteur	325